

SELON L'AVOCAT MOHAND ISSAD :

# «La hargra n'est pas un délit»

«La question des harraga n'est pas un problème de droit, mais elle est d'ordre social et politique», s'est exprimé hier l'avocat Mohand Issad, en marge de la journée d'étude sur la recherche dans le domaine législatif et judiciaire qui a été organisée à Alger.

Salima A. - Alger (Le Soir) - Selon cet avocat, celui qui veut quitter son pays sans visa ne commet aucun délit, et aucune loi ne criminalise la sortie du territoire. Ainsi l'émigration clandestine constitue un problème pour le pays accueillant et non pour le pays d'origine. De ce fait, dira-t-il, en pénalisant ces jeunes émigrants clandestins, nous faisons le travail censé l'être par l'Europe.

L'avocat, non seulement dénonce la loi réprimant ces jeunes, mais a estimé «qu'il faut militer pour qu'il n'y ait pas de loi qui criminalise une personne qui veut quitter son pays».

A noter que, du point de vue du droit international, ce

qui est criminel, ce n'est pas le fait, pour un individu, d'émigrer, c'est le fait, pour une autorité publique, de tenter de l'empêcher.

L'Etat, à défaut de trouver d'autres solutions à ce problème, a préféré combler un vide juridique en adoptant un texte de loi pénalisant ces jeunes. Le texte en question stipule que sont punies d'une peine allant de 2 à 6 mois d'emprisonnement et d'une amende de 20 000 à 60 000 DA les personnes qui tentent de quitter de manière illégale le territoire national.

Par ailleurs, concernant la journée d'étude, le Centre de recherches judiciaires et juridiques (CRJJ), qui a été mis en place dans le cadre



Mohand Issad dénonce la loi réprimant les jeunes harraga.

de la réforme de la justice en 2006, a voulu joindre la théorie à la pratique et démontrer l'importance de la

réalité scientifique pour la promotion de la justice et la prise en charge de nouveaux crimes tels la cyber-

criminalité, les crimes organisés et le transfert électronique de fonds... qui nécessitent de nouvelles lois ainsi qu'une spécialisation des juristes. Créé par décret exécutif en septembre 2006 en vue d'accompagner la dynamique des réformes engagées dans le secteur de la justice depuis 1999, le CRJJ a pour mission principale d'engager une réflexion sur l'application du droit existant et de proposer des améliorations aux textes et lois. Selon l'avocat Mohand Issad, le centre examine les lois que nous possédons et celles que nous introduisons dans ce domaine.

«Or, on n'est pas préparé pour recevoir ces lois du droit international, car notre pays ne dispose pas de spécialistes dont le rôle revient aux facultés de droit», précisera-t-il. D'où l'intérêt, poursuit-il, de créer des centres de recherches. De son côté, le représentant du ministre de la Justice, Garde des sceaux a affirmé que tous les moyens seront fournis pour faire de ce centre un laboratoire pour le système juridique.

Le CRJJ comprend un service de la consultation, chargé de «donner toute consultation juridique aux services de l'Etat et à tout requérant sur les questions juridiques qui relèvent de ses compétences».

Aussi, il possède un service des relations internationales dont la mission est de prendre contact avec les organismes similaires étrangers, pour échanger les expériences et conclure des conventions.

C'est aussi un espace de réflexion, un laboratoire qui peut anticiper les actions législatives et réglementaires de l'Etat, en fonction des évolutions socioéconomiques et politiques et faire les propositions à même d'introduire les régulations utiles, à partir de la jurisprudence et du constat des difficultés que rencontre le juge dans l'interprétation et l'application des lois.

Salima A.

## ABROGATION DE LA PEINE DE MORT

# Le démenti de Ghoulamallah

La campagne de sensibilisation pour le vote en avril prochain bat son plein et atteint les mosquées.

Le ministre des Affaires religieuses, qui a déjà entamé la sienne, poursuit ainsi ses appels à la mobilisation de ses troupes (22 000 imams à travers le territoire national). Il est dans ce sens convaincu que c'est au tour de la mosquée de jouer le jeu. Le représentant du gouvernement, qui a présidé hier à Constantine les travaux de la conférence mensuelle intitulée «Le martyr dans le message de la mosquée», a, en effet, exhorté ses éléments à responsabiliser leurs concitoyens sur l'importance de l'exercice de ce droit élémentaire, synonyme d'«identité».

Puisque, ajoutera-t-il, la participation au vote lui apportera du bien et le boycott serait plutôt un «renoncement à une partie de son identité». Donc, enchaînera le ministre, l'imam, censé être par définition un leader d'opinions, est tenu par l'obligation d'orienter ses concitoyens à ce qui devrait être leur salut. Le ministre des Affaires religieuses, qui s'est longuement étalé sur le sujet de «citoyenneté», a, en effet, exploité le contexte de ladite conférence, à la veille de la Journée nationale du martyr, pour résumer la mission de l'imam dans le fait d'entretenir les idéaux de notre glorieuse Révolution qui a consacré l'islam religion d'Etat. Un principe qui est, à ses yeux, l'essence même de la citoyenneté.

Et de se permettre une digression pour mettre en accent les avancées qu'a connues la société algérienne durant ces dernières années où, dira-t-il, même



«Personne ne nous a consultés pour donner notre avis.»

les contrées les plus reculées du pays ont pu bénéficier du gaz de ville.

«Nous avons même réussi ce que d'autres pays développés n'ont pu faire. Parce que, si nous avons éradiqué les séquelles du séisme qui a frappé le centre du pays, il y a quelques années, les Américains, eux, n'ont pu reconstruire l'Etat de Floride après l'ouragan Katrina», se félicitera-t-il.

Sur un autre plan, le ministre des Affaires religieuses a démenti les assertions selon lesquelles son département a donné notre accord s'agissant de l'abolition de la peine de mort. «Personne ne nous a consultés pour donner notre avis. En tout cas, le ministre n'est pas mufti. Et s'il y a lieu de donner un avis, les instances compétentes du ministère statueront sur la

question», affirmera-t-il. Ainsi, il avancera que l'Etat ne peut officialiser des courants islamiques, qu'il soit ibadite ou malékite. «Ces courants existent et personne ne peut nier à ses concitoyens leur droit d'exercer le courant de leur choix», tranchera-t-il. Enfin, il convient de noter que le ministre a indiqué que le déficit accusé dans l'encadrement des mosquées est très important. «Nous encadrons seulement 36 % des mosquées», conclura-t-il, tout en rassurant que l'Etat a pu récupérer la mosquée en la réhabilitant dans sa mission sociale authentique.

«L'imam se sent aujourd'hui sécurisé dans sa tribune d'autant que tous les imams à travers le territoire national parlent le même langage et véhiculent les mêmes idées après avoir été exposés à la violence.

Cette corporation a eu son lot de victimes de la tragédie nationale où près d'une centaine d'imams ont trouvé la mort», précisera-t-il.

L. H.

## À PARTIR DE TIZI-OUZOU, TAYEB LOUH RASSURE :

# «Les arriérés de salaire seront incessamment réglés»

En visite hier à Tizi-Ouzou, Tayeb Louh a fait état de nouvelles dispositions prises par son département pour les prochains mois, à l'instar de la généralisation de l'usage de la carte magnétique Chifa. Après les rituelles inspections et les virées protocolaires des établissements relevant de son secteur, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a fait état du lancement à partir de Annaba, le 23 mars prochain, d'une nouvelle «expérience» qui s'étalera progressivement au reste du pays.

Les affiliés aux caisses d'assurances sociales, les malades chroniques et les démunis notamment, pourront désormais bénéficier des services de médecins de leur propre choix pour se faire traiter en leur

domicile sans avoir à en régler les frais.

Une innovation qui, selon un médecin, permettra une grande fluidité de mouvement aussi bien pour les malades que pour les professionnels de la santé. Par ailleurs, le ministre a tenu à rassurer les milliers de travailleurs auxquels les entreprises publiques doivent des arriérés de salaire. Ainsi, il a fait état de la disposition de l'Etat à débloquent une enveloppe de 1,7 milliard de dinars pour la prise en charge de ces dus aux quelque 21 288 travailleurs.

Décision prise, a-t-il annoncé, samedi dernier par le Premier ministre qui, à ce titre, a chargé le responsable du secteur de la petite et moyenne entreprise de mettre en application cette décision.

A. M.

## TIARET

# Cinq ans de prison ferme pour le faux procureur de la République

La chambre pénale de la cour de Tiaret a abrité le procès en appel de B. A., arrêté il y a quelques mois pour escroquerie et usurpation de fonction.

Originaire de Tiaret, plus précisément du quartier Karman, dans la périphérie de la ville, ce dernier, la quarantaine passée, se faisait passer pour le procureur de la République de la wilaya de Laghouat depuis 1997, alors qu'il est enseignant du Coran au chômage.

«J'ai déposé plusieurs demandes d'emploi auprès de la Direction des affaires religieuses, mais vainement. C'est ce qui m'a poussé à me mettre dans la peau d'un magistrat», dira-t-il au président de l'audience. «Cette fonction m'a permis d'avoir une place honorable dans la société par rapport à celle d'enseignant du Coran», poursuit-il. «En ma qualité de cheikh, ce que je suis réellement, je ne méritais même pas qu'on me paye une tasse de café. Il a suffi de me «propulser» au rang de magistrat pour me voir bien servi (méchoui, argent, voitures de luxe...)», lança-t-il en direction du président. «En usurpant cette profession, j'ai pu faire plusieurs victimes, dont un entrepreneur de Telagh, auquel j'ai promis un contrat de transport de carburants avec Naftal, contre la somme de 1,2 milliard de centimes que j'ai empochée.» Un autre jeune universitaire sans emploi a, lui aussi, mordu à l'hameçon du faux procureur qui lui a proposé une activité lucrative consistant en l'achat et la vente de véhicules en utilisant la carte nationale d'identité du jeune et en son absence de surcroît. L'usurpateur, qui utilisait un badge de procureur de la République, n'avait aucune difficulté à mettre en confiance ses victimes, parmi lesquelles figuraient même des responsables. Après délibération, le magistrat a condamné le coupable à 5 ans d'emprisonnement, assortis d'une amende de 1 million de dinars et au remboursement du montant de 1,2 milliard à l'entrepreneur.

Mourad Benameur